

Conférence citoyenne
“Nouveaux indicateurs de développement“ Région Nord-Pas de Calais

Avis du groupe de citoyens

Lecture publique du dimanche 22 novembre 2009

Membres du groupe de citoyens

Dalila BACHA
Catherine BUNIET
Baptiste CABARET
Louis CARLIER
Isabelle CHERFAOUI
PASCAL ECHEVIN
Faïza FERDOUZ
Abdoulaye Idrissa NDIAYE
Brigitte KIELINSKI
Délizia LENGRAND
Benjamin PLOUVIEZ
Cyril LEONARD
Nadine LIETARD
Claude PRUVOT
Fabienne WAXIN

■ INTRODUCTION

- ◆ Qui sommes-nous ?
- ◆ Quel est l'avis qui nous a été demandé par la Région sur ses 5 indicateurs synthétiques ?
- ◆ Comment avons-nous travaillé ?
- ◆ Comment avons-nous vécu cette conférence citoyenne ?
- ◆ Quelles sont les caractéristiques de notre avis ?

Qui sommes-nous ?

Nous avons été recrutés par un prestataire extérieur à la Région en tant que citoyens témoignant de la diversité des habitants et des territoires de la région Nord-Pas de Calais.

Nous sommes 15 hommes et femmes, d'âges, de cultures, de situations, d'origines géographiques différentes.

Nous ne nous connaissions pas avant le démarrage de cette conférence citoyenne, ni les uns ni les autres, mais avons appris au fil des séances collectives à s'apprécier et à échanger ensemble, ce qui fût très enrichissant.

La majorité d'entre nous n'avaient jamais entendu parler des nouveaux indicateurs de développement et des 5 indicateurs synthétiques régionaux sur lesquels un avis nous était demandé.

Et nous n'avions pas une idée bien précise de ce qu'était une conférence citoyenne. Toutefois nous avons l'envie et la curiosité de nous engager sur cette démarche car elle offrait un espace d'échanges.

Quel est l'avis qui nous a été demandé par la Région sur ses 5 indicateurs synthétiques ?

La Région Nord-Pas de Calais nous a posé 3 questions.

Les nouveaux indicateurs synthétiques régionaux :

1. Font-ils sens pour vous, vous parlent-ils ?
2. Permettent-ils de mieux mesurer le développement régional dans ses composantes essentielles ?
3. Quels usages en promouvoir ?

Et il y avait une question transversale : le développement et la richesse c'est quoi ? c'est quoi le bonheur ?

Comment avons-nous travaillé ?

Nous souhaitons tout d'abord vous présenter rapidement les grandes étapes du déroulement de cette conférence citoyenne.

Nous avons été recrutés durant les mois de juin et juillet, par téléphone.

Nous nous sommes presque tous rencontrés une première fois le samedi 12 septembre autour d'un repas de "rencontre" organisé par l'équipe d'animation pour faire connaissance, et échanger sur le déroulement de la conférence citoyenne et son objet.

Nous avons ensuite bénéficié de 3 samedis de formation, les 26 septembre, 17 octobre et 7 novembre, au cours desquels nous avons rencontré une élue et des techniciens de la Région Nord-Pas de Calais, des universitaires et économistes experts des nouveaux indicateurs de richesse, et des acteurs ayant participé à la construction d'indicateurs synthétiques.

Nous avons au fur et à mesure de ces 3 séances de formation appris ce qu'est un indicateur, à quoi il peut servir. Nous avons découvert les 5 indicateurs synthétiques régionaux (l'empreinte écologique – l'indicateur de développement humain – le BIP 40 – l'indicateur de santé sociale – l'indicateur de participation des femmes à la vie économique et politique). Et nous nous sommes fait progressivement un avis individuel puis collectif sur ces indicateurs, à travers toute une série de questions et de réflexions que nous avons approfondies lors d'un débat public le samedi 21 novembre au matin avec des élus et techniciens de la Région, des experts et des acteurs associatifs.

Comment avons-nous vécu cette conférence citoyenne ?

Nous nous sommes engagés dans cette démarche pour des raisons diverses : par engagement citoyen et politique, par militantisme, par intérêt pour la démocratie participative, par envie d'apprendre. Mais aussi pour la dimension intellectuelle et formatrice de cette démarche.

Nous sommes entrés dans cette démarche avec une curiosité pour les indicateurs eux-mêmes, une curiosité pour les questions et opinions de chacun d'entre nous. Nous étions aussi intéressés par la découverte de ce qu'est une conférence citoyenne et comment elle se déroule. Et nous avons aussi des attentes fortes sur les suites qui seront données à notre travail, car dès le début nous avons eu des doutes sur la prise en compte de notre avis. Une minorité d'entre nous s'est posée des questions sur la possibilité de récupération des citoyens en période pré-électorale, voire sur l'usage qui sera fait du dvd réalisé.

Nous avons apprécié l'intervention de certains experts qui tenaient des propos explicites, avec un langage à la portée de tous, leurs connaissances transmises, et également le fait de travailler ensemble de manière sérieuse et conviviale.

Pour certains citoyens, les explications des experts ont été beaucoup trop complexes et peu accessibles. Et globalement, l'ensemble des participants a considéré que nous manquions de temps pour assimiler le contenu de la formation, pour prendre du recul et pour pouvoir faire une analyse plus posée des notions abordées.

Nous avons manqué d'illustrations pratiques et des expériences concrètes d'actions qui venaient de ces indicateurs.

Nous gardons principalement de cette expérience, la dimension humaine, la richesse des échanges que nous avons partagé entre citoyens d'horizons différents qui nous ont permis une analyse plus approfondie de tous ces indicateurs et de nous enrichir mutuellement. Mais certains ont regretté le manque de diversité des opinions politiques au sein du groupe.

A travers cette démarche, certains d'entre nous ont pu se sensibiliser à la question du développement de notre planète et acquérir un certain nombre de connaissances théoriques. A travers les différents éléments positifs, une envie s'est créée de suivre les démarches de démocratie participative. Toutefois certains ont observé un décalage entre la manière dont la conférence leur a été présentée et son fonctionnement réel.

Aujourd'hui, à la dernière étape de toute cette démarche, nous nous sentons vraiment impliqués dans tous ces problèmes que révèlent les nouveaux indicateurs de développement et qui touchent les citoyens. Nous sommes donc très curieux d'entendre les propositions ou idées de la Région Nord-Pas de Calais à propos des suites qu'elle donnera à nos travaux, mais restons perplexes sur l'utilisation de cet avis.

C'est pourquoi il nous semble important et légitime de vous adresser cette demande : dans quelle mesure serons nous informés et associés aux suites que vous donnerez à cet avis ? Serait-il possible de nous revoir à moyen terme pour nous faire part des engagements pris et des perspectives envisagées sur la base de notre avis ?

Quelles sont les caractéristiques de notre avis ?

Notre avis est un avis de citoyens sur un sujet difficile que nous ne maîtrisons pas. Certains auraient souhaité plus de temps pour dépasser le simple stade de la sensibilisation et être en capacité de rendre un avis davantage éclairé et argumenté.

Notre avis reflète des positions partagées par nous tous ou la grande majorité d'entre nous.

Notre avis s'est forgé progressivement à travers :

- notre écoute et nos échanges avec les différents experts rencontrés ;
- l'idée plus précise que nous avons pu nous faire du contenu des indicateurs et de leurs nécessités pour repenser le sens de l'action publique ;
- notre prise de conscience de la difficulté d'être crédible sur l'avis rendu.

Et il s'est aussi enrichi à travers les discussions, quelques fois longues, que nous avons eu entre nous au sein du groupe.

Notre avis contient trois types d'éléments :

- des constats et des opinions sur les 5 indicateurs synthétiques régionaux et sur la démarche globale de la Région Nord-Pas de Calais,
- des questions que nous continuons de nous poser sur l'un ou l'autre des 5 indicateurs, ou des questions transversales sur les indicateurs synthétiques en général. Il contient aussi des réserves ou des doutes qu'il nous a semblés important de transmettre à la Région Nord-Pas de Calais, tels que :
 - le choix des variables pour le calcul des indicateurs,
 - le manque de données chiffrées,
 - la transversalité des indicateurs (comment les indicateurs travaillent ensemble ?),
 - leurs usages et destinations,
 - l'efficacité de cette démarche,
 - la prise en compte du citoyen.
- Enfin, il comporte des préconisations pour améliorer chacun des 5 indicateurs synthétiques régionaux dans ses composantes ou ses usages.

Notre avis concerne aussi les attentes et préconisations que nous souhaitons porter à la connaissance des élus de la Région Nord-Pas de Calais sur les modalités d'association des citoyens habitants la région sur la construction de tels indicateurs synthétiques de développement.

En toile de fond, cet avis reflète aussi les valeurs et les dimensions que nous donnons à la notion de richesse, notion qui a été présente tout au long des interventions, des questionnements et de nos échanges, entre nous, et avec les experts.

Nous remercions le groupe de citoyens, les animatrices, les experts et élus qui ont répondu à nos questions.

De la même manière que nous avons rédigé cet avis tous ensemble avec nos diversités, et avec nos mots, nous avons le plaisir de vous le lire tous les 15, ce matin en audition publique.

■ NOTRE OPINION, NOS QUESTIONS ET NOS PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION SUR LES 5 INDICATEURS SYNTHÉTIQUES RÉGIONAUX

- ◆ Quels sont ces 5 indicateurs ?
- ◆ Qu'en pensons-nous ?

Quels sont ces 5 indicateurs ?

La Région Nord-Pas de Calais a souhaité avoir notre avis sur 5 indicateurs synthétiques qui sont : un indicateur environnemental l'Empreinte Ecologique, 2 indicateurs de développement humain l'Indicateur de Développement Humain (IDH, indicateur du PNUD régionalisé) et l'Indicateur de Participation des Femmes à la vie économique et politique (IPF), et enfin 2 indicateurs sociaux, le Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté (BIP 40) et l'Indicateur de Santé Sociale (ISS).

Ces 5 indicateurs synthétiques ont été définis ou construits dans le cadre de la démarche Indicateurs 21 conduite par la Région Nord-Pas de Calais depuis 2003 pour mesurer les progrès de la région vers le développement durable.

Les 5 indicateurs nous ont été présentés selon l'ordre chronologique de leur mise en place. Nous avons donc successivement travaillé sur : l'Empreinte Ecologique qui a été régionalisée en 2003, l'IDH et l'IPF en 2007, le BIP40 en 2008, et l'ISS en 2009.

A propos de l'Empreinte Ecologique

Notre opinion sur cet indicateur est qu'il est très pédagogique et peut être décrypté et utilisé par tous les publics quelque soit leur âge. Il peut participer à la conscientisation sur la problématique écologique actuelle.

Nos questions, doutes, réserves sont qu'il y a un risque de responsabilisation individuelle du citoyen, certes nécessaire mais culpabilisante, alors qu'il faudrait également poser la question des responsabilités collectives. Une question se pose : cet indicateur peut-il réellement avoir un impact sur une modification des modes de production ? Ne faut-il pas être vigilant par rapport à des usages biaisés de cet indicateur qui consisteraient à faire porter le gros de la responsabilité à des individus ? Comment prendre en compte le déséquilibre mondial en matière d'Empreinte Ecologique alors que les capacités de la planète sont déjà dépassées ?

Nos préconisations pour l'enrichir ou en améliorer les usages sont les suivantes :

- intégrer à cet indicateur une variable relative à la mesure de la biodiversité dans sa globalité,
- prendre en compte les inégalités en terme d'EE à l'échelle d'un territoire notamment en faisant le calcul de cet indice par groupes sociaux, CSP, par secteur d'activité économique, ou selon les contraintes de déplacement,
- diffuser et rendre accessible cet indicateur au grand public et à tous les acteurs de l'enseignement et de la formation,
- faire de l'EE un outil d'interpellation des acteurs économiques et politiques et pas seulement des individus,
- conditionner les aides régionales aux entreprises aux efforts que celles ci fournissent pour diminuer les impacts écologiques de leurs activités ou modes de productions.

A propos de l'IDH

Cet indicateur est intéressant dans la mesure où il permet une vision du développement qui ne se réduit pas à la croissance économique, telle que la mesure le PIB. De plus le fait d'avoir 3 variables, le rend plus parlant, explicite, que des indicateurs à variables multiples, une fois ramené à un indicateur synthétique.

En revanche, les variables retenues pour rendre compte de l'espérance de vie et du taux d'instruction ne nous semblent pas pertinentes.

Nos préconisations pour l'enrichir ou en améliorer les usages sont les suivantes :

- il pourrait être plus pertinent de prendre en compte des variables qualitatives, par exemple de prendre en compte la qualité de la vie dans l'espérance de vie (notion de la vie sans incapacités). Il nous semble également que la dimension de l'instruction, mesurée à travers le taux de scolarisation des jeunes de 6 à 22 ans, mériterait d'être questionnée. Nous nous posons la question de savoir si l'objectif d'une scolarisation massive de cette tranche d'âge représente ou pas un objectif en terme de développement. Il faudrait susciter un débat pour poser la question des enjeux et pouvoir déterminer des variables pertinentes en fonction de ces enjeux.

A propos de l'IPF

Notre opinion sur cet indicateur est qu'il permet de mettre la question de l'égalité hommes femmes (et les efforts à faire dans ce sens) au grand jour. En revanche, cet indicateur est insuffisant et présente de nombreuses limites.

Nos questions, doutes, réserves sont que :

- L'IPF semble très insuffisant, d'une part pour rendre compte de la « participation » de toutes les femmes à la vie de la société, d'autre part pour mesurer l'ampleur des inégalités entre hommes et femmes. Par exemple, il ne tient pas compte de la présence des femmes dans l'ensemble des sphères de pouvoir (présence des femmes dans les syndicats, présence des femmes au niveau des dirigeants politiques locaux...). Il ne permet pas de prendre en compte par exemple le travail non rémunéré des femmes, leur participation à la vie associative etc. Et enfin, il ne tient pas compte des inégalités que subissent les femmes en termes d'accès aux ressources (santé, éducation,...).

Nos préconisations pour l'enrichir ou en améliorer les usages sont les suivantes :

- prendre en compte l'ensemble des dimensions où se jouent les inégalités hommes femmes, telles que la participation aux tâches domestiques, la retraite, le temps libre, le temps partiel subi,...
- il nous semble qu'un tel indicateur doit rendre visible la problématique des inégalités entre hommes et femmes et ne pas en rester à une lecture en terme de parité.

A propos du BIP 40

Notre opinion sur cet indicateur est qu'il est très utile car il résume les grands problèmes sociaux français. Il est intéressant car il résume une multiplicité de dimensions, tout en permettant une vision claire de l'évolution globale des inégalités et pauvretés.

Nos questions, doutes, réserves portent sur :

- les choix en matière de pondération des différentes variables retenues. Nous avons notamment été surpris de voir que les variables revenus et travail pesaient davantage que la variable éducation.

Nos préconisations pour l'enrichir ou en améliorer les usages sont les suivantes :

- élargir le débat sur les choix des dimensions, des variables et des pondérations; concerter la population sur ces choix. Nous sommes d'autant plus convaincus de la nécessité d'élargir le débat que nous estimons, quant à nous, qu'il faut éviter de privilégier certaines variables par rapport à d'autres,
- étendre l'usage de cet indicateur à toutes les Régions pour pouvoir se comparer,
- réinterroger régulièrement cet indicateur, notamment les choix faits en terme de pondération des dimensions et variables, cela en fonction de l'évolution du contexte politique, économique et social.

A propos de l'ISS

Notre opinion sur cet indicateur est qu'il est pédagogique, car il est moins complexe que le BIP40, il a moins de variables. Et il nous semble très intéressant car il prend en compte la notion d'avancées sociales. Il nous semble très pertinent dans la mesure où il permet des comparaisons dans le temps et des comparaisons entre régions (NPDC 21/22).

Nos questions, doutes, réserves sont les suivantes :

- peut-on se contenter des sources administratives quand on sait que celles-ci ne reflètent pas de manière exhaustive les réalités sociales ? (ex : les demandeurs d'emploi non inscrits au Pôle Emploi ne sont pas comptés),
- comment mesurer le lien social ? Il ne nous a pas semblé satisfaisant de mesurer le lien social uniquement à travers l'adhésion à une association. De plus, dès lors que par exemple les sectes sont des associations, il nous semble dangereux de ne pas faire une distinction entre les différents types d'associations.

Nos préconisations pour l'enrichir ou en améliorer les usages sont les suivantes :

- engager les institutions à produire certaines données sources manquantes, voire faire pression sur elles pour qu'elles communiquent leurs données quand bien même celles-ci témoigneraient de mauvais résultats,
- développer le recours aux enquêtes publiques qui permettraient de mieux identifier les situations,
- médiatiser, diffuser régulièrement et de manière large les résultats de cet indicateur, afin d'informer la population.

Au global, nous avons donc :

fait rapidement consensus sur l'ensemble des réflexions autour de ces 5 indicateurs. A ce titre, nous encourageons leur diffusion et leur utilisation, en tenant compte toutefois des recommandations précédentes, qui portent d'une part, sur la nécessité d'inscrire les travaux pour leur amélioration dans le cadre de débats publics et, d'autre part, de médiatiser et diffuser le plus largement possible les résultats de ces travaux.

■ NOS QUESTIONS TRANSVERSALES AUX 5 INDICATEURS, LES REPONSES APORTEES, NOTRE AVIS

Pour construire et finaliser notre avis, nous sommes passés par 4 grandes séries de questions, que nous avons notamment posées à différents interlocuteurs ce samedi 21 novembre en débat public. Ces 4 grandes questions étaient :

- ◆ Des indicateurs pour quoi, pour qui ?
- ◆ Quels usages en sont faits ou prévus ?
- ◆ Quelles sont les modalités d'association des citoyens à la construction d'indicateurs ?
- ◆ Pour conclure, doit-on et peut-on mesurer toutes les dimensions de la richesse ?

Des indicateurs pour quoi, pour qui ?

Nous avons interrogé la Région sur :

- Pourquoi se doter de 3 types d'indicateurs : de développement humain, sociaux et environnementaux.
- Quels sont les éclairages que vous en attendez, est ce pour mieux connaître le contexte des politiques régionales, pour évaluer ces politiques, ou pour tout cela ?
- A qui s'adressent d'abord ces indicateurs ? Au grand public ? Aux élus et services de la Région ?
- Ont-ils vocation à être utilisés concrètement par les élus et les services en charge des politiques régionales sectorielles. Cette utilisation est-elle aujourd'hui effective ou est elle en train de se mettre en place ? Comment ?

Les réponses qui nous ont été apportées ont été les suivantes :

Ces indicateurs synthétiques complémentaires servent à :

- compléter les éclairages du PIB,
- « photographier » des réalités d'un territoire,
- se comparer avec d'autres territoires,
- mesurer des évolutions au sein d'un même territoire,
- aider à la décision pour penser les orientations politiques,
- suivre et évaluer l'efficacité des politiques publiques.

Ces indicateurs sont destinés :

- aux acteurs associatifs qui en ont besoin pour interpeller sur la base de réalités objectivées dans des chiffres (disposer de chiffres permet de légitimer les revendications sociales),
- aux directions régionales, pour le suivi, le pilotage, les orientations des politiques sectorielles.

Nous préconisons que ces indicateurs puissent également servir à :

- fixer des objectifs à atteindre en terme de développement régional.

Nous préconisons également que :

- ces indicateurs soient mis à la disposition des autres collectivités territoriales (Départements, communes...), ainsi que du monde enseignant et du grand public (droit à l'information, conscientisation, outil d'interpellation du politique).

Quels usages en sont faits ou prévus ?

Nous nous sommes posés 3 principales questions :

- Quel est le portage politique de toute cette démarche de définition de nouveaux indicateurs de développement. Les élus du Conseil Régional les connaissent-ils, s'en servent-ils, si non pourquoi ?
- Au delà de la Région Nord-Pas de Calais, toutes les Régions travaillent-elles en lien sur la définition des nouveaux indicateurs de développement ? Car si l'un des intérêts est de pouvoir se comparer, notamment entre régions, il faut que toutes se dotent des mêmes indicateurs. En particulier l'Association des Régions de France (ARF), qui a "adopté" 3 de ces indicateurs (EE, IDH, ISS), travaille t'elle sur les nouveaux indicateurs de développement, en est-elle porteuse, en fait-elle la promotion. Accompagne t'elle les Régions pour construire ce type d'indicateurs ?
- Au vu des limites du PIB, sert-il encore à quelque chose ou doit-il être abandonné? Ou faut il seulement l'améliorer ? Les 5 indicateurs de la Région sont-ils complémentaires au PIB ? En quoi ?

Les réponses qui nous ont été apportées ont été les suivantes :

- Il nous a semblé que ces 5 indicateurs étaient peu portés politiquement au sein de la Région Nord-Pas de Calais.
- Nous avons vu que la Région était encore dans une démarche expérimentale, et que les nouveaux indicateurs de développement commençaient à être utilisés par quelques directions sectorielles, notamment l'Empreinte Ecologique pour développer la politique TER, l'IDH pour la politique santé, l'IPF pour impulser une politique régionale en terme d'égalité hommes / femmes et le BIP40 et l'ISS, qui ont, entre autre, conduit à mettre en place des écoles de la 2^e chance etc.
- Le débat n'a pas été évident au sein de l'ARF. Suite à deux ans de présentation/négociation, l'ensemble des nouveaux indicateurs de développement n'ont pas été retenus. Ont été retenus : l'EE, l'IDH et l'ISS. Les Régions sont invitées à les utiliser pour permettre des comparaisons. Par ailleurs, l'ARF a proposé à la Commission Européenne l'usage de ces indicateurs comme critères d'attribution des crédits.
- Malgré ses limites et malgré le fait que passés certains seuils, on observe un décrochage entre croissance économique et développement social, le PIB reste aujourd'hui un indicateur incontournable. Toutefois, si on veut reconsidérer la question de la richesse, le PIB doit devenir un indicateur secondaire.

Notre avis, nos préconisations sont :

- Un portage politique est nécessaire pour que les nouveaux indicateurs de développement soient utilisés.
- Le PIB et les nouveaux indicateurs de développement sont complémentaires. Et dans cette relation de complémentarité, il nous semble que le PIB doit être de moins en moins dominant. Nous proposons de sortir de la dictature du PIB.
- Au vu des résultats et des écarts que montrent ces indicateurs pour la région Nord-Pas de Calais, il semble urgent et indispensable que l'ensemble des directions régionales sectorielles se saisissent de ces outils de contexte, de pilotage et de suivi.

Quelles sont les modalités d'association des citoyens à la construction d'indicateurs ?

Trois grandes questions à nouveau :

- Des associations ont été invitées à contribuer à la définition du BIP 40 et de l'ISS. Cette démarche est-elle transférable pour améliorer les 3 autres indicateurs : l'Empreinte Ecologique et les 2 indicateurs de développement humain (IDH et IPF) ?
- Nous avons mieux compris combien les composantes d'un indicateur sont objectives ou subjectives, notamment à travers l'expérimentation de l'Indicateur Participatif de Bien-Etre (IPBE) du Conseil de Développement de Hénin Carvin. Il apparaît que les composantes choisies par une population ne sont pas celles qu'auraient retenues les experts. Il nous semble donc intéressant d'associer directement les citoyens à la construction d'indicateurs. Est-ce envisageable ? Sous quelle forme ? La conférence citoyenne est-elle un lieu d'association particulièrement bien adapté ? Que penser aussi de l'idée d'un débat permanent public sur les indicateurs de la Région Nord-Pas de Calais ?
- Enfin, curieux de la coexistence d'une part d'une commission "institutionnelle", la commission Stiglitz qui a été mise en place par Nicolas Sarkozy et d'un forum de la société civile, le Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse "FAIR", qui travaillent tous deux sur la richesse et les indicateurs complémentaires, nous avons souhaité savoir si les 2 démarches étaient étanches et parallèles ou si elles se faisaient en articulation ? Nous nous sommes interrogés sur le poids que pouvait avoir la société civile dans ce débat politique sur la richesse et comment elle se mesure ?

Les éléments de réponses à ces différentes questions nous conduisent tous :

- A soulever la question de « qui est légitime pour construire ces indicateurs ». Nous avons été amenés à systématiquement considérer que derrière les choix d'apparences techniques se jouaient des enjeux politiques, qui ne peuvent donc pas être la seule affaire d'experts. En cela, il nous a été répondu qu'il était essentiel que toutes les parties prenantes (décideurs politiques, experts, acteurs associatifs et citoyens) soient collectivement associées aux travaux de construction ou d'amélioration des indicateurs. D'ailleurs, une des limites de la commission Stiglitz réside dans le fait qu'il s'agissait d'un débat en vase clos (entre experts).

Notre avis, nos préconisations sont :

- Il nous semble que la question de la légitimité des nouveaux indicateurs de développement exige que les citoyens soient associés directement au projet de construction des indicateurs, notamment dans le cadre de forum hybride permanent.
- Il nous semble essentiel d'associer les citoyens à tous les stades des démarches d'élaboration d'indicateurs, c'est-à-dire :
 - o au démarrage, dans le choix du type d'indicateurs à construire,
 - o à la construction en elle-même des indicateurs,
 - o au processus chemin-faisant de réinterrogation et d'amélioration de ces indicateurs,
 - o à l'interprétation des résultats.

■ POUR CONCLURE

Lors de notre 1ère séance de formation du 26 septembre, nous nous sommes interrogés sur : "pour nous, c'est quoi la richesse ?". Nous avons parlé de production de biens et services, mais aussi et peut être surtout de droit à l'éducation, d'accès à la santé, de solidarité, d'entre aide, ... et nous nous sommes demandés si toutes ces dimensions de la richesse étaient mesurables.

Même si nous sommes conscients que tout n'est pas quantifiable, par exemple la notion de lien social, on ne peut nier qu'il y a un enjeu à compter les différentes dimensions de la richesse, dans la mesure où ce qui n'est pas compté fini un jour par ne plus compter.